

Pour la défense du citoyen et du contribuable REMBOURSEZ !



Jacques VALLAS



Myriam LANGLET

Depuis 1 mois, vous avez vu défiler la cohorte des postulants qui viennent sonner chez vous à l'heure du repas, vous serrer la main sur les marchés ou dans la rue. Vous ne les aviez pas vu depuis la précédente élection, et rassurez-vous, vous ne les reverrez plus jusqu'à la prochaine.

Pour cause, la plupart d'entre eux n'habitent même pas la Circonscription. Même des Marseillais ont débarqués. Un signe qui ne trompe pas, ils ont ouvert des lignes téléphoniques temporaires (vérifiez sur le minitel).

Myriam LANGLET et Jacques VALLAS ne sont pas venus vous importuner, ils ne passent pas leur temps à se promener car ils agissent. Vous avez pu le constater depuis plusieurs années dans la presse, ou sur le terrain, ils sont en permanence auprès de vous.

Ces personnages ne sont pas sur liste rouge. Ils sont à votre disposition tous les jours au bureau de Remboursez. Les locataires qui chaque année se voient rembourser un trop perçu de charges, demandent des conseils pour des travaux, savent qu'ils peuvent compter sur eux.

LES AFFAIRES, CE QUE NOUS APPELONS LES MAGOUILLES

BEREGOVVOY bénéficie d'un prêt d'un million de Francs sans intérêt.

TAPIE se fait racheter ADIDAS au prix fort (par des Sociétés nationalisées).

MEDECIN qui a fuit en Amérique du Sud.

A L'ECHELON LOCAL, CHEZ NOUS

- Des fausses factures oubliées, pourquoi ?
- Des passes droits dans l'attribution des permis de construire
- Des préemptions illégales
- Des faveurs dans la vente des logements, bradés aux amis voire aux Conseillers Municipaux aux frais des contribuables
- Du bidouillage dans l'attribution des marchés de travaux.
- Des associations représentatives qui se voient refuser sans motif leur subvention
- Le patrimoine immobilier de la Ville d'Amiens Bradé.

UN PROGRAMME CONCRET ET REALISABLE

EMPLOI :

- Relance du bâtiment, création immédiate d'emplois, en accordant des avantages fiscaux tant pour les propriétaires que pour les logements sociaux.

Le seul retour de TVA suffit à financer ces mesures !

- baisse des taux d'intérêt.

- Augmentation du salaire direct grâce à la prise en charge progressive par le budget de l'Etat des cotisations familiales.

PME, ARTISANS, COMMERÇANTS, AGRICULTEURS :

Chaque jour 159 Entreprises cessent leur activité. Dans 55 % des cas la cause vient des banques qui souvent ne respectent pas la loi Dailly, refusent d'escompter les traites, refusent le renouvellement du découvert bancaire quand elles ne ferment pas purement et simplement le compte.

Il faut imposer à l'Etat et aux Administrations qu'ils donnent l'exemple car les PME et PMI supportent les délais de paiement de ces organismes qui se situent actuellement aux environs de 120 jours.

LA PAC : UN SCANDALE

25 à 30 % des terres annoncées en jachère alors qu'un milliard d'hommes meurent de faim. Non à l'assistance ! Mise en place des jachères énergétiques.

FAMILLE :

Création d'un revenu parental permettant à ceux qui le désirent de rester au foyer pour élever correctement leurs enfants. Ceci diminuera la délinquance et libérera des emplois : il vaut mieux payer un parent au foyer que payer un chômeur.

LOGEMENT :

Annulation de la scandaleuse cession des logements de la ville d'Amiens vendus 35 000 F. Y a t'il eu évaluation des domaines ? La délibération du Conseil Municipal n'en fait pas état. Une chose est sûre, leur valeur est nettement supérieure. Priorité d'acquisition accordée aux locataires.

L'Association REMBOURSEZ ayant jugé les conditions de cette cession iniques a déposé un recours pour préserver les intérêts des contribuables.

- Relance des constructions, engagement de poursuites et révocation des présidents d'HLM qui refusent d'appliquer les lois en faveur des locataires (trafic dans les décomptes de surface corrigée, récupération illégale de charges,...).

- permis de construire : attribution confiée aux D.D.E, fonctionnaires non soumis aux pressions.

- Annulation des hausses de loyer illicites.

CANTINES SCOLAIRES :

Privatisées à Amiens depuis la rentrée, hausse importante des tarifs et il faut avoir constamment 5 repas de payés d'avance.

La Générale de restauration paie t'elle ses fournisseurs et ses salariés d'avance ?

Ne peut-il pas y avoir un même compte Ecole Centre de loisirs ?

Non à la privatisation si les usagers doivent payer plus.

Non à la trésorerie faite sur le dos des usagers.

SECURITE :

- favoriser la prévention mais imposer le respect des lois.

- Installer une compagnie de CRS dans la caserne Friand libérée par l'armée. L'apport de ces familles de militaires compensera les pertes subies par le commerce local.

- Réinstaurer le contrôle d'identité, seul moyen d'enrayer le banditisme.

CHASSE PECHE TRADITIONS :

- dépôt d'une loi pour la chasse et la pêche afin d'éviter l'ingérence communautaire : prédominance des traditions de la France sur l'Europe.

- dates d'ouverture et de fermeture fixées une fois pour toutes.

- Création d'un secrétariat d'état à la chasse, à la pêche et aux traditions rattaché au Ministère de l'Agriculture.

- Abolition du timbre d'accueil.

RETRAITES :

Garantie de la retraite à 60 ans et du système par répartition, respect du code de la sécurité sociale en fixant la revalorisation des retraites à un taux égal à l'évolution du salaire brut moyen annuel.

FORMATION ET ORIENTATION :

L'allocation ASSEDIC est supprimée pour les jeunes qui sortent avec un diplôme, ce qui grève indéniablement le budget de familles déjà en difficulté ne percevant plus de prestations familiales et d'aide au logement pour eux.

A qui la faute si la formation ne débouche pas sur un emploi : A l'Etat qui ne prévoit pas de formation sur les métiers d'avenir.

Quel est l'effet psychologique des jeunes qui se sentent inutiles à qui l'on dit que leurs diplômes ne servent à rien ? N'est ce pas une des causes de la délinquance ?

Il faut revaloriser l'apprentissage pour que les jeunes, en plus de la formation théorique et générale, aient une formation pratique leur permettant d'avoir immédiatement accès à un emploi, souvent dans l'entreprise qui les a formés.

Il faut prévoir les besoins futurs des entreprises pour orienter les jeunes vers les métiers d'avenir.

ASSOCIATIONS :

Baisse ou inexistence des subventions. Jacques VALLAS ne se présente pas aux élections par intérêt personnel ou pécunier.

S'il est élu, ses indemnités seront reversées intégralement à toutes les associations de la Circonscription suivant leur nombre d'adhérents ou tout autre mode de répartition à définir avec elles.

LA FRANCE ET L'EUROPE :

- Restauration de la grandeur de la France

- Renégociation du traité de Maastricht

- Rétablissement des Montants Compensatoires Monétaires pour protéger notre économie et l'emploi contre les pays qui ont dévalués.

- Sanction voire éviction des pays qui n'oeuvrent pas loyalement dans le cadre communautaire (Grande Bretagne, Allemagne).

- Refus de laisser pénétrer des marchandises dont la production a été transférée dans d'autres pays (HOOVER).

- Instauration de taxes sur les produits importés des pays où la fiscalité et les charges sociales sont inférieures à la France, un des seuls moyens de protéger l'emploi.

Si nous laissons ouvertes nos frontières ce sera bientôt nous qui serons assistés par les pays qui nous inondent de leurs produits au rabais.

POURQUOI ?

Inaction des élus, magouilles, ce sont toujours les contribuables qui finissent par payer.

C'est un devoir de dénoncer les magouilles pour les faire cesser.

Défendez l'emploi.

Défendez vos droits.

Défendez votre porte-monnaie

En votant pour :

Myriam LANGLET et Jacques VALLAS

Candidats pour la défense des Contribuables et des citoyens soutenus par Remboursez !